



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTE

N° 110 - 26 juillet 1982

PRIX : 2 F

## IMMIGRATION non aux expulsions!



sommaire  
au verso

dans ce numéro :

- L'EXCISION : Une pratique révoltante
- MALI : Les nostalgiques du modibisme
- TCHAD : L'ACTUS fait des clins d'oeil à Habré
- L'arme alimentaire ...
- E T C ... ..

## sommaire

### IMMIGRATION

Page 3

Face à la crise, Mitterrand-Maurois font payer les travailleurs

Page 3

L'excision : une pratique révoltante

Page 4

Les nostalgiques du Modibisme

Page 5

SENEGAL pour les femmes : service militaire volontaire ... et mariage forcé toléré

Page 6

L'arme alimentaire : un moyen de domination

Page 7

TCHAD : l'ACTUS fait des clins d'oeil à Habré

### A B O N N E M E N T

FRANCE : 1 an

.pli ouvert : 24 F

.pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier

"pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris Cédex

## éditorial

### IMMIGRATION : NON AUX EXPULSIONS !

Prétextant que certains d'entre nous ne remplissent pas toutes les conditions pour l'obtention de la carte de séjour, les autorités françaises ont commencé à prendre des mesures contre les travailleurs immigrés.

Depuis un certain temps, de nombreux travailleurs africains ont reçu des avis d'expulsion de la part des préfectures. Les préfectures donnent juste un mois de délai pour quitter le territoire français. Ainsi tous ceux qui sont venus clandestinement et qui n'ont pas de travail stable, avec un contrat de travail d'un an, risquent à tout moment de se faire expulser.

Bien sûr, le gouvernement a envoyé des avis individuels sans en parler tout haut à la radio ou à la télévision. Il veut se débarrasser en douce d'une partie des travailleurs immigrés sans qu'il y ait des protestations.

Le gouvernement de Mitterrand qui se dit socialiste, qui a fait des promesses vis-à-vis des travailleurs immigrés agit exactement comme celui de Giscard. Ce dernier a essayé de se débarrasser d'un certain nombre d'entre nous en donnant une prime d'un million de francs anciens. Cela n'a pas marché.

Quant au gouvernement de Mitterrand, il a pris des mesures d'expulsion. Il considère que tant que la bourgeoisie française a besoin de nos bras, de notre force de travail, on nous laisse entrer en France. Maintenant que les affaires de ces gens-là tournent mal on nous renvoie, on nous jette comme une vieille chemise.

Cette situation, aucun travailleur immigré ne peut l'accepter. Par le passé nous avons eu l'occasion de protester, de montrer notre mécontentement. Il est nécessaire de le faire encore une fois, même en cette période de vacances, où la plupart de nos camarades sont rentrés chez eux.

La lutte sera encore plus efficace si nous réussissons à entraîner avec nous les travailleurs français. Car le gouvernement ne s'attaque pas seulement aux immigrés par sa politique. Il s'en prend à l'ensemble des travailleurs de France.

\* \* \* \*

## FACE A LA CRISE MITTERRAND-MAUROIS FONT PAYER LES TRAVAILLEURS

Coup sur coup, le gouvernement socialiste vient de prendre une série de mesures soi-disant pour réduire l'inflation ou pour combler le déficit de la Sécurité Sociale. En réalité s'agit des mesures qui frappent encore plus les travailleurs de ce pays.

La première de ces mesure concerne le fameux blocage des prix et des salaires dont le principe a été adopté par L'Assemblée Nationale le 20 juillet dernier. Cela signifie que les salaires, eux, vont être sûrement bloqués. L'Etat peut compter sur les patrons qui n'en demandent pas mieux. Par contre les prix ne resteront sûrement pas tous bloqués. Il n'ya qu'à le constater dans les magasins.

On l'a vu, les augmentations salariales prévues pour juillet par exemple n'ont pas eu lieu, sous prétexte de blocage de salaires. Pourtant i ne s'agiss que de rattraper la hausse des prix, l'inflation de ces derniers mois. Mais dans le même temps, rien ne garantit que les commerçants respecteront le blocage des prix.

La deuxième mesure concerne le fameux trou de la Sécurité Sociale. Le gouvernement socialiste a trouvé un remède miracle : supprimer le remboursement de certains médicaments et réduire le taux de remboursement des frais médicaux de 70 ou 5 % à 65 %. Comme on le voit, ceux qui vont faire les frais de ces différentes mesures, ce sont les travailleurs, en particulier ceux qui ont les plus bas revenus. Alors gouvernement de gauche, gouvernement de droite ? Bien malin qui pourrait trouver une différence. Car au delà des étiquettes, les socialistes au pouvoir et leurs alliés communistes mènent la même politique que Giscard. Une politique au service des capitalistes et des riches.

Alors parmi les travailleurs nombreux ont nourri quelques illusions sur les promesses électorales de la gauche. Eh bien cette gauche au pouvoir la preuve qu'entre les patrons et les travailleurs, elle choisit de satisfaire les patrons.

---

## L'EXCISION une pratique révoltante

Une fillette de trois mois est décédée dernièrement à la suite d'une excision. Les journaux, la télévision, les radios en ont largement parlé.

Ce fait scandaleux, révoltant, semble une découverte pour la presse française. Mais en Afrique et dans bien d'autres régions du monde ces pratiques barbares sont courantes. Ce sont des millions de femmes qui vivent ces faits dans leur sang, dans leur chair.

Bien sûr il y a beaucoup de gens chez nous et ici même dans l'immigration qui trouvent ces pratiques normales. Mais c'est une des manifestations les plus ignoble de l'oppression dont la femme est victime.

Les militants révolutionnaires ne peuvent qu'être absolument contre ces pratiques moyenâgeuses.

# les nostalgiques du modibisme

Le journal modibiste "Mali Informations" vient de sortir son deuxième numéro trimestriel. Dans le premier numéro comme dans le dernier, les modibistes dénoncent le régime corrompu, dictatorial de Moussa Traoré et son fameux parti unique UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien). En même temps ils dénoncent la domination de l'impérialisme français au Mali.

Soutenus par le PCF, (Parti Communiste Français) les modibistes de ce journal essaient à travers leurs articles de démontrer que l'ancien régime était socialiste. Voici quelques passages de leur dernier numéro : "Lorsque le Mali accède à l'indépendance en 1960 le régime progressiste de Modibo cherche à se dégager de la tutelle économique française. La volonté d'assurer l'indépendance économique et politique du pays passe d'abord par la conquête d'une autonomie monétaire et le contrôle des échanges extérieurs".

Modibo disait le 27 juin 1962 au moment de la création de la monnaie malienne : "Le pouvoir monétaire est inséparable de la souveraineté nationale". Nous citons encore un autre passage sous-titré : "La France déstabilise le Mali socialiste". "Le poids de l'ancienne métropole diminue sensiblement jusqu'en 1966, laissant place à de nouveaux partenaires notamment dans la communauté des pays socialistes. Cependant, ces pays ne disposent pas de l'information nécessaire à une coopération suffisamment efficace dans les secteurs que la France abandonne. Victime des séquelles de la colonisation, Modibo Kéita ne pourra supporter les conséquences du désengagement de Paris qui a su limiter la diffusion du savoir-faire au strict minimum..."

Le régime socialiste de Modibo, parlons-en ! Le gouvernement de l'Union l'Union Soudanaise RDA que Modibo Kéita a mis sur pied en 1960, et dirigé par lui jusqu'en 1968 se disait progressiste et même tapageusement anti-impérialiste. En réalité Modibo n'était rien d'autre qu'un nationaliste qui voulait un peu plus d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme français. Il n'a rien pu faire contre ce dernier à part la création du Franc Malien et la sortie de son pays de la zone franc. Le Mali rejoindra la zone franc cinq ans après, c'est-à-dire en 1967 avec une dévaluation de 50 % de sa monnaie par rapport au franc CFA, dévaluation exigée par l'impérialisme français. Où est donc l'indépendance monétaire par rapport à l'impérialisme français dont parlent les modibistes ?

Sur le plan économique, les éditeurs de Mali Informations reprochent au dictateur militaire de développer la monoculture de l'arachide et du coton. Qu'avait fait d'autre le régime de Modibo ? N'avait-il pas créé des champs de coton immenses à Koulikoro et ailleurs, champs cultivés par des militaires du contingent et gardés par eux jusqu'à la récolte ? L'ancien régime n'avait-il pas créé des champs dans certains villages appelés champs coopératifs où les paysans étaient contraints de travailler gratuitement une fois par semaine pour une soi-disant coopérative qui ne profite qu'à l'Etat ?

A part les modibistes bornés, tous les maliens pauvres, travailleurs et paysans savent que l'ancien régime était dictatorial, avec un parti unique, un syndicat unique. Seuls ceux qui disaient aveuglément "vive Modibo" avaient droit à la parole. Dans les villes, les jeunes étaient embrigadés dans la fameuse milice créée par le régime. ... / ...

Les quatre corps de répression étaient très actifs. Au Mali, l'armée, la police, la milice et la douane n'étaient pas contre les riches commerçants ni contre les grands fonctionnaires qui vivent de la corruption mais contre les petites gens des villes et de la campagne. Par exemple les paysans qui habitent à la frontière Mali-Mauritanie, Mali-Sénégal ou encore Mali-Côte d'Ivoire étaient souvent arrêtés et dépossédés de leurs biens sous prétexte qu'ils ont traversé la frontière pour acheter des marchandises à l'extérieur. Le problème était que le Mali, sorti de la " zone franc ", sa monnaie n'était valable que sur le territoire national.

L'impérialisme français n'a pas apprécié le geste de Modibo. L'impérialisme organisa un blocus économique contre son régime. Ce blocus est sûrement l'une des causes principales qui a mis en branle l'ancien régime dictatorial. Modibo boycotté par l'impérialisme français et non soutenu par la population à cause de sa politique anti-démocratique et anti-populaire, fut renversé par l'armée en 1968. Le jour de son renversement il y a eu des manifestations de joie dans toutes les villes du Mali.

Alors les modibistes qui glorifient aujourd'hui l'ancien régime ont-ils oublié tous ces faits pourtant connus de tous les pauvres et opprimés maliens ? Ou bien veulent-ils nous faire oublier ce qu'était ce régime dictatorial ? Tous les travailleurs et intellectuels maliens honnêtes, tous ceux qui subissent aujourd'hui la dictature de Moussa Traoré, tous ceux qui veulent en finir avec la dictature des galonnés de Bamako mais qui ne veulent pas la dictature civile du type modibiste peuvent rejoindre notre combat. Car nous ne voulons ni l'un ni l'autre.

Ce que nous voulons pour le Mali comme pour les autres pays africains, c'est que tous les travailleurs et les gens pauvres s'organisent et créent des partis révolutionnaires dirigés par eux-mêmes dans chacun de nos pays et luttent pour la conquête du pouvoir.

Au Mali comme ailleurs la construction de ce type de parti révolutionnaire et internationaliste est l'une des tâches principales qui restent à accomplir.

---

## sénégal : pour les femmes

### SERVICE MILITAIRE VOLONTAIRE... ET MARIAGE FORCÉ TOLÉRÉ

Le gouvernement sénégalais vient de promulguer une loi ouvrant aux femmes qui le désirent le service militaire, comme cela se fait déjà dans d'autres pays (Congo, Mozambique, Madagascar ...). La raison invoquée est, selon un député, " l'égalité des droits et devoirs de tous les sénégalais sans discrimination d'aucune sorte "

Dorénavant, les femmes qui le voudront, pourront être soldat de deuxième classe ou caporal. Dans quelques mois il y aura peut-être des gradées. Si nos présidents et généraux étaient capables d'accepter que des femmes aient les mêmes fonctions et les mêmes grades qu'eux, ce serait que tant mieux. Mais gageons que ce ne sera pas pour bientôt. On ne sait pas s'il y aura beaucoup de femmes volontaires pour se préparer à tuer ou se faire tuer au Sénégal, au Liban, au Tchad ou en Gambie comme le font déjà les militaires de sexe masculin.

Il est significatif que les dirigeants sénégalais fassent plus de gestes de ce genre que de prises de position contre les pratiques révoltantes, telles que l'excision, la polygamie, le mariage forcé, etc...

# L'ARME ALIMENTAIRE un moyen de domination

Dans un de ses numéros du mois de juillet, le journal "Le Soleil", quotidien national du Sénégal a publié les chiffres officiels concernant les importations de produits alimentaires du Sénégal.

Ainsi par exemple, on apprend qu'en 1980, le Sénégal avait importé pour 44,4 milliards de F CFA de produits alimentaires. L'achat du riz absorbe à lui tout seul plus de 18 milliards de F CFA, le blé et le maïs 5,7 milliards et 5 milliards pour le sucre. Le Sénégal importe chaque année 67 % de ses besoins en riz, 100 % pour le blé, 4 % pour le mil et le sorgho, 33 % pour le maïs et 76 % pour le sucre.

Ces chiffres montrent à quel point les pays du Tiers-Monde, même ceux qui, comme le Sénégal sont à près de 90 % constitués par une population rurale et dont l'activité essentielle est agricole, sont dépendants, même sur le plan alimentaire, des pays capitalistes avancés. L'avenir n'est pas non plus brillant car le déficit alimentaire ne cesse de s'accroître au fil des années. Selon une étude de la FAO (un organisme de l'O.N.U pour les problèmes alimentaires), la production alimentaire en Afrique dans son ensemble a baissé de 1 % dans la dernière décennie alors que sa population ne cesse d'augmenter de manière "explosive".

Toujours selon cet organisme, l'Afrique qui subvenait à ses besoins alimentaires en 1970 pour 90 %, n'y pourvoira plus en 1990 qu'à environ 60 %. C'est une situation alarmante pour les populations des pays africains, particulièrement pour ceux du Sahel où le déficit alimentaire déjà important est aggravé par un cycle de sécheresse dont on ne voit pas encore la fin.

Par contre pour les trusts agro-alimentaires c'est une aubaine. C'est un énorme marché fructueux qui leur est ouvert. Certains pays comme les Etats Unis, en possession des informations recueillies par leurs satellites spatiaux sur les surfaces cultivées de chaque pays, prévoient à l'avance leur production agricole pour pouvoir faire face à la demande céréalière sur le marché international. Pour les capitalistes tout est bon pour amasser les fortunes. Cela va de la production alimentaire comme le riz ou le blé à la production meurtrière comme les armes de guerre. L'arme alimentaire est aussi efficace que l'arme militaire pour maintenir leur domination sur les pays sous-développés.

La production alimentaire mondiale est largement suffisante pour nourrir tous les habitants de la planète. Les pays industrialisés comme les Etats-Unis ou la France maintiennent volontairement leur production en dessous de leur capacité pour que les prix restent bas. Il arrive très souvent que les trusts jettent à la mer des centaines de tonnes d'aliments pour maintenir les prix artificiellement élevés.

C'est un scandale monstrueux que de jeter à la mer de la nourriture alors que des millions de personnes sont menacées de mort par la famine ou la malnutrition.

Cela constitue un crime contre l'humanité toute entière mais c'est tout à fait dans l'ordre des choses pour le système capitaliste.

Cette "domination alimentaire" est le symbole de toute cette société qui ne fonctionne que sur la base de l'exploitation et du profit à tout prix. Pour en sortir il n'y a pas d'autre solution que la destruction de ce système lui-même dans son ensemble.

# TCHAD L'ACTUS fait des clins d'oeil à Habré

Les camarades de l'ACTUS ont répondu à notre article critique dans leur dernier numéro; nous reviendrons prochainement sur cette réponse. Cette fois, ce qui nous intéresse, ce sont les nouvelles propositions contenues dans leur brochure " Contribution pour un règlement négocié du conflit tchadien "

Parmi les propositions de l'ACTUS figure notamment : " Création d'un Conseil d'Etat regroupant toutes les tendances intéressées par le conflit. (...) Pour être concret et compte-tenu de la situation politique et militaire actuelle, nous proposons que le Conseil d'Etat ait pour président Habré et pour vice-président Kamougué. " L'organisation propose également le " désarmement des civils, " l'abolition des groupes armés et leur intégration dans une armée populaire de libération ( A.P.L ) " etc... Les dirigeants de l'ACTUS terminent leur flot de propositions par l'invitation suivante : " Pour mettre les structures politiques et administratives en oeuvre il faut que tout le monde l'accepte et en particulier les chefs de tendance ont un rôle particulièrement important. D'où la nécessité de la convocation d'une table ronde préliminaire regroupant les chefs de tendance et partis politiques. L'ACTUS est disposé à participer à une telle table ronde en vue du règlement de la crise.

Voilà une organisation qui, à peine créée, aspire déjà à la mangeoire gouvernementale ! elle ne se fait pas prier et fait même des appels de pieds à la nouvelle équipe dirigeante. Il n'est pas concevable que des organisations politiques qui se réclament du socialisme révolutionnaire négocient avec les dirigeants bourgeois pour quémander un ou plusieurs strapontins ministériels. C'est pourtant ce que fait l'ACTUS qui se réclame des " masses populaires. "

Voici un extrait de la lettre d'introduction qui accompagnait la brochure en question envoyée à Habré : " Votre dernière victoire militaire à N'Djaména, non seulement clarifie la situation militaire mais augmente d'autant votre responsabilité sur l'évolution des discussions réelles pour une paix(...) C'est pourquoi nous faisons appel à votre sentiment national, à votre patriotisme, à votre sens de l'intérêt général pour que enfin s'amorce dans notre pays le véritable processus d'instauration de la paix "

Hier encore Habré était qualifié par l'ACTUS de " sanguinaire " assoiffé de pouvoir et pour qui seuls comptaient ses ambitions politiques et les intérêts personnels. Aujourd'hui l'ACTUS en appelle à son sens de " l'intérêt général " Qui a changé dans tout cela ? Ce n'est certainement pas Habré qui continue à éliminer tous ceux qui s'opposent à sa politique dictatoriale pour consolider son pouvoir.

C'est l'ACTUS qui, depuis le 7 juin, date de la prise de N'Djaména, a assoupli ses critiques contre Habré et a sorti sa brochure dans le but de négocier. Cela s'appelle de l'opportunisme.

Pour les exploités le gouvernement de Habré ne sera ni meilleur ni pire flanqué d'un membre de l'ACTUS, aussi intelligent et beau parleur soit-il ! Par contre les membres de l'ACTUS, si Habré éprouve le besoin de les utiliser, seront au moins ... confortablement assis.

Au fond, peu leur importe aux côtés de quel dictateur !

## ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.